



RAPPORT FINANCIER 2025 ET PERSPECTIVES 2026



Sommaire

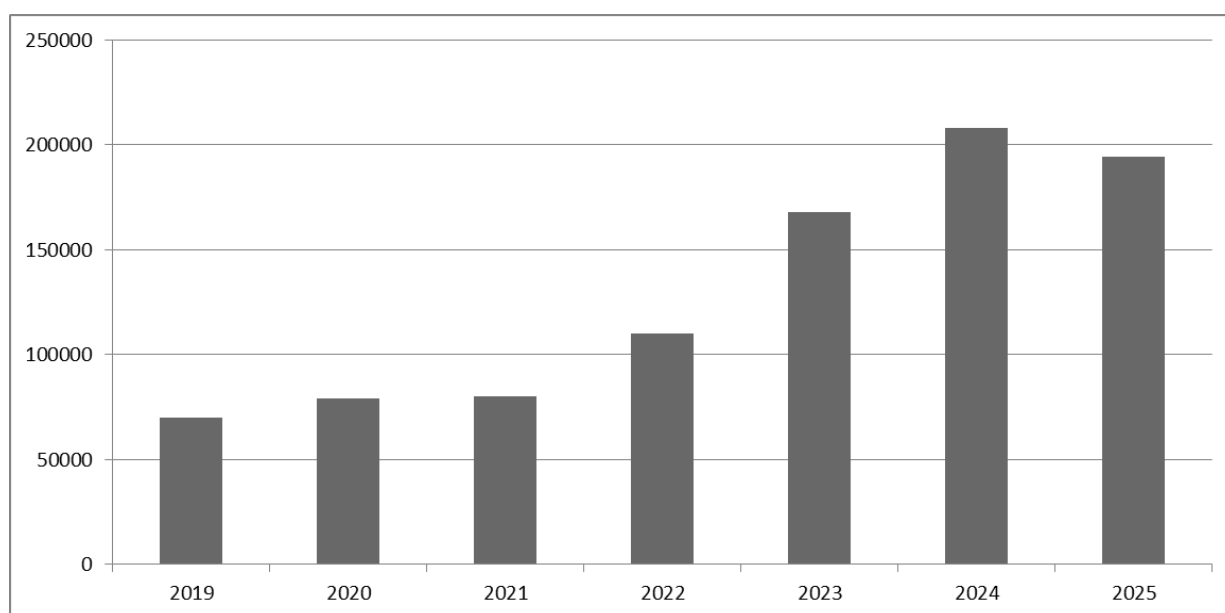
RAPPORT FINANCIER 2025	2
L'évolution du volume d'activités	2
Le compte d'exploitation	3
Les dépenses	3
Les ressources	5
Les subventions	7
Les adhésions	7
Le Bilan 2025	9
PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2026	10
Les ressources	10
Les dépenses	10
Conclusion	10

RAPPORT FINANCIER 2025

Ce rapport est basé sur les comptes 2025 fournis par le cabinet comptable "Tous Comptes Faits", qui peuvent être communiqués sur demande.

L'évolution du volume d'activités

En 2025, le volume d'activités de l'Institut se situe à hauteur de 194 000 euros pour l'année 2025, soit en légère baisse (- 6 % par rapport à 2024).



Evolution du volume d'activités (total des charges d'exploitation en milliers d'euros)

Le volume d'activités est en légère baisse. Cette réduction est due notamment à la réduction des coûts (salaires et prestations extérieures) mais aussi à la réduction des recettes (moins de subventions notamment).

Le compte d'exploitation

Le compte d'exploitation présente les différents postes de dépenses (charges) et de produits.

Charges	2025	2024	Produits	2025	2024
Achats et services extérieurs	37 427	47 277	Prestations	7 556	3 155
Impôts et taxes (form. prof.)	1 000	533	Subventions	130 250	145 047
Charges de personnel salarié +charges	146 506	153 890	Cotisations	54 537	58 365
Dotations aux amortissements	150		Produits financiers	1 404	2 405
Autres charges	296	1 541	Remboursement frais		1 319
			Dons	1 923	
Total charges (€)	185 379	203 242	Total produits (€)	195 670	210 291
Résultat (excédent)	10 291	7 049			

A noter :

- **Une baisse des charges** de 17 863 euros (-8,8 %) entre 2025 et 2024, avec une baisse des achats et services extérieurs de -9 850 euros (-20,8 %) et des charges de personnel de - 7 384 euros (-7,2 %).
- **Et une baisse des des produits** de 14 621 euros (-7 %) entre 2025 et 2024, avec notamment une baisse des subventions de -15 550 euros (-10,6 %) et des cotisations de -5 385 euros (-6,7%), mais à noter une hausse des dons et des prestations (+ 4 401 euros soit + 139,7 %).

Les charges ayant plus baissé que les recettes,, **l'année 2025 présente encore un résultat positif de + 10 291 euros.**

Il est donc proposé à l'Assemblée générale de porter ce montant au crédit du compte Report à nouveau du bilan, comme les années précédentes. Ce compte de report à nouveau passe ainsi de 43 609 euros en 2024 à 53 900 euros en 2025.

Les dépenses

Le détail des dépenses s'établit comme suit :

Nature des dépenses	2025	2024
Personnel salarié (salaires et charges)	146 506	153 890
Formation professionnelle	1 000	533
Sous-traitance (sites web, écriture, vidéos...)	22 318	26 424
Honoraires expert-comptable	1 147	1 113
Location salles, cowork et traiteurs	3 200	7 463
Matériel communication et impressions (dossiers, flyer, kakemono...) et fournitures bureau (post it, feutres...)	1 154	815
Téléphone (abonnement)	218	215
Services bancaires	593	714
Hébergement et abonnements web (ovh, mailjet, zoom, transcriptor)	2 050	1 916
Assurances	302	253
Dotation aux amortissements	150	
Frais inscription colloques	522	669
Voyages et déplacements	6 219	9 237
TOTAL	185 379	203 242

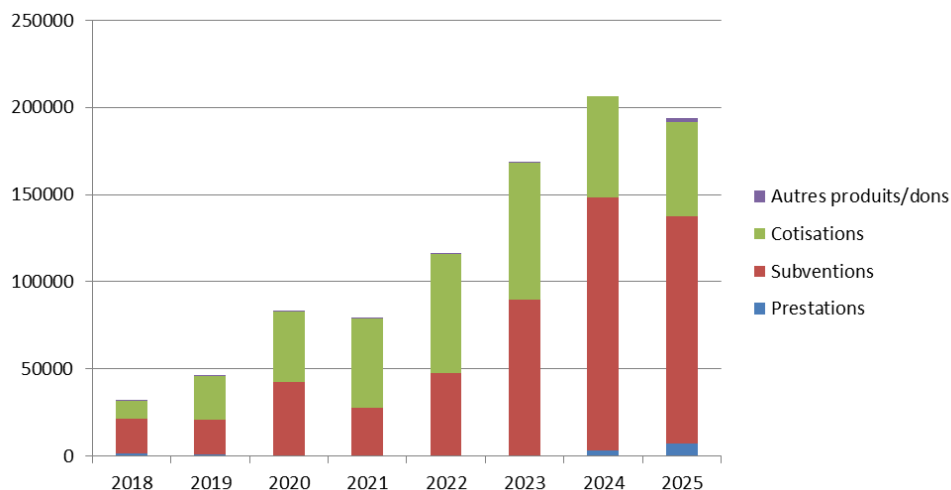
Il est à noter une baisse des dépenses de -8,8 % entre 2025 et 2024., principalement due aux postes suivants :

- Les frais de personnel, car l'année 2024 avait été une année de recouvrement entre les deux délégués généraux et avec une augmentation de salaires.
- La sous traitance liée la réduction de l'appel à prestation journalistique pour démocratieS et pas d'appel à prestation vidéo pour 2025.
- Le nombre de déplacements et de rencontres en présentiel réduit.

Les ressources

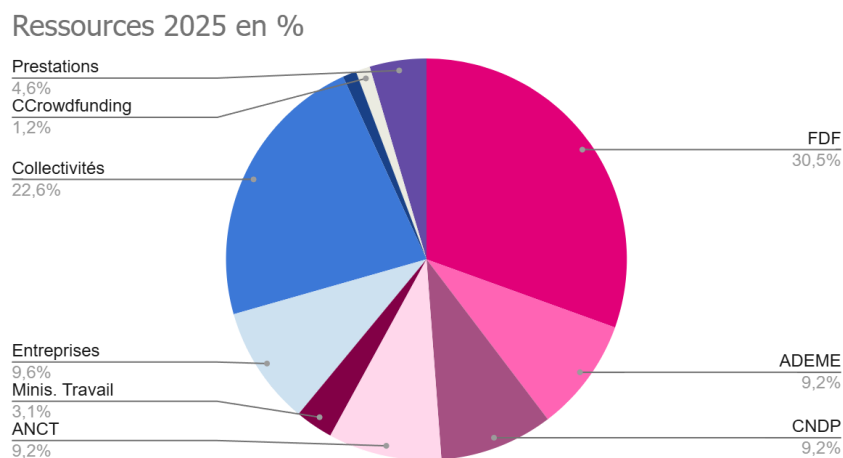
Les ressources de l'association sont constituées de subventions, de cotisations des membres, de dons et de prestations.

Répartition financière des ressources de 2018 à 2025



- Entre 2018 à 2022, les cotisations avaient pris une part croissante dans les ressources de l'association.
- Entre 2023 et 2024 les cotisations ont baissé et les subventions ont augmenté, notamment en lien avec le lancement de la revue *démocratieS*. De plus, l'association a bénéficié d'un soutien financier important et constant de la part de la Fondation de France, mais qui cesse de financer l'association à partir de 2026.
- Il est à noter un tassement des ressources entre 2024 et 2025, dues à une baisse des subventions (-10,6 %) et plus légèrement des cotisations (-6,2 %).
- Cependant, depuis 2024, à noter une petite partie de prestations (interventions suite à des chantiers) et de dons (suite au lancement du crowdfunding pour *démocratieS*).

Répartition des ressources de l'ICPC en 2025 en %



Les subventions

Les subventions indiquées en 2025 se montent au total à 100 000 euros, elle se répartissent de la manière suivante :

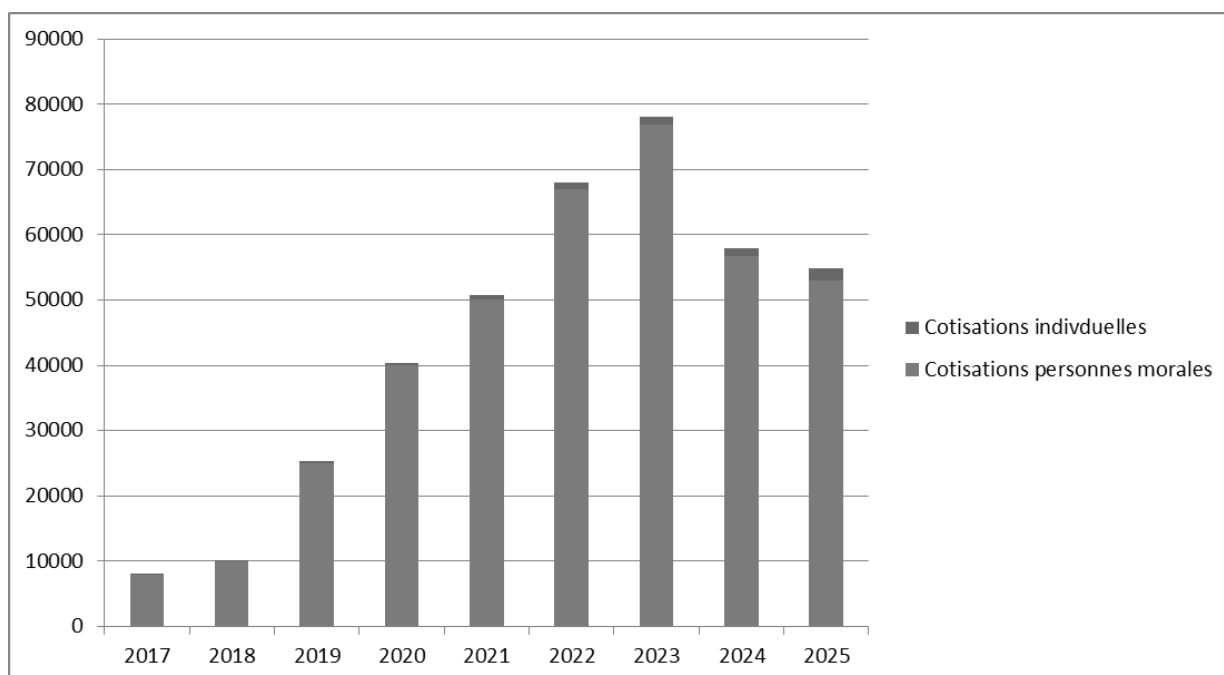
Subventions	2025	2024
Fondation de France	50 000	50 000
CNDP	15 000	15 000
ADEME	15 000	
ANCT	15 000	15 000
CGDD		10 000
Ministère du travail	5 000	5 000
Total	100 000	95 000

A noter une subvention de l'ADEME de 15 000 euros en 2025, mais pas de subvention du CGDD et la subvention du ministère du Travail pour couvrir une partie du coût des salaires d'alternance.

A noter aussi pour la dernière année, la subvention de la Fondation de France de 50 000 euros.

Les adhésions

Evolution (en euros) du montant global des cotisations depuis 2017



Les cotisations individuelles augmentent mais ne pèsent que très peu dans les finances de l'association, alors que les cotisations de structures continuent à baisser depuis la 2ème année consécutive, mais pour l'année 2025 plus légèrement.

Les adhésions en 2025

Adhésions	2025	2024
Entreprises et associations	15 700	18 600
Collectivités	37 000	38 600
Individuels	1 837	1 260
Total	54 537	58 460

Entre 2024 et 2025, il est à noter une baisse légère des cotisations passant de 58 460 euros à 54 537 euros (soit une baisse de -6,7 %). Quelques entreprises et villes n'ont pas renouvelé leurs adhésions.

Il est cependant à noter une augmentation du nombre d'adhérents en volume, mais avec des niveaux financiers plus faibles (adhésions individuelles et de consultants).

Précisément, les adhérents payants (membres individuels et institutionnels) en 2025 sont :

263 adhérents dont :

- 215 adhérent.es individuels (20 euros min l'adhésion)
- 48 adhérent.es personnes morales (entre 100 et 5000 euros l'adhésion) : 9 métropoles, 1 ville, 8 départements, 1 institution suisse et 29 entreprises et associations.

Les collectivités locales :

- Toulouse Métropole, Bordeaux métropole, Nantes métropole, Grenoble Alpes Métropole, La métropole de Rouen, l'Eurométropole de Strasbourg, la Métropole du Grand Lyon, Métropole européenne de Lille, Métropole du Grand Nancy
- Les départements des Landes, de Haute Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, du Lot-et-Garonne, de la Gironde, de Loire-Atlantique, de Meurthe-et-Moselle, l'Île-et-Vilaine
- La ville de Marseille
- La république et le canton de Genève

Les grandes entreprises : SNCF Réseau, RTE

Les agences : Cap collectif, Agence Vif conseil, Mission publique, Noun agence, Planète citoyenne, Respublica, Trait clair, Démopolis, Terralma, CMO Paysages, Ecologia participation, Ecologie urbaine et citoyenne, Eker, Présent participatif, Racine pop, Eclectic expérience, Atelier Minga, Pinakia, Civiq, Alga médiation

Les associations : CNCE, Villes au carré, Ifrée, Ansa, Décider ensemble et Démocratie ouverte (adhésions gratuites pour ces deux dernières).

Le Bilan 2025

Alors que le compte d'exploitation décrit les ressources et dépenses d'une année, le bilan présente le patrimoine matériel (immobilisations) et financier (disponibilités) de l'association ainsi que ses dettes et créances.

Actif	2025	2024	Passif	2025	2024
Créances	675	57	Report à nouveau	43 609	36 559
Disponibilités	92 813	102 740	Résultat	10 291	7 049
Charges constatées d'avance	220	260	Dettes fournisseurs	2 135	2 152
Immobilisations	891	275	Dettes fiscales et sociales	10 640	9 409
			Autres dettes	2 924	1 161
			Produits constatés d'avance	25 000	47 000
Total	94 599	103 333	Total	94 599	103 333

Le bilan est en baisse de -8,45 % entre l'année 2024 et 2025.

Au passif du bilan, le report à nouveau, qui représente le fonds associatif, augmente en 2025 du fait du résultat positif de 2024.

Les dettes fiscales et sociales sont des charges sociales reportées automatiquement par les organismes sociaux. Elles sont à la fois réglées progressivement et cumulées à nouveau durant l'année.

Les produits constatés d'avance sont les ressources (notamment des subventions) qui n'ont pas été utilisées et qui peuvent être mobilisés. A noter qu'elles sont en baisse relativement importante pour la troisième année consécutive, passant le 151 300 en 2023 à 47 000 euros en 2024 puis à 25 000 en 2025, car des produits constatés d'avance sont utilisés au fil des années..

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2026

Les ressources

Les ressources prévisionnelles 2026 sont les suivantes :

- Le versement de la subvention de la Fondation de France s'est achevé en 2025. Elle n'a pas été renouvelée pour 2026, soit un manque de subvention de 50 000 euros.
- La CNDP, l'Ademe et le CGDD ont été contactés pour 2026 mais n'ont pas donné de réponse.
- L'ANCT a été contactée, une prestation de service pourrait être envisagée.
- On peut espérer que le montant des cotisations sera au moins égal à ce qu'il était en 2025 malgré le contexte économique et politique.
- Des réponses à des appels à projets et une augmentation des prestations pourraient venir en complément.
- Les produits constatés d'avance constituent encore une petite réserve, mais ils continuent à baisser en 2025.

Les dépenses

L'évolution des dépenses pourrait être la suivante :

- Les dépenses courantes de structure (internet, téléphone, assurance, etc.) seront contenues.
- Les frais liés au personnel seront en baisse, dû au non recrutement ni de stagiaire ni d'alternant en 2026.
- Les dépenses liées aux activités (location de salles, traiteurs, frais de déplacement) devraient baisser.
- Les prestations extérieures seront réduites (pas de prestation d'écriture envisagée pour *démocraties*).

Conclusion

L'association dispose de quelques réserves (produits constatés d'avance) et elle a déjà puisé dedans pour assurer son équilibre financier pour 2025 et continuera fortement à puiser dedans en 2026, compensant ainsi en partie les baisses de recettes.

L'association a mis en place une réduction des dépenses, mais elles ne suffiront pas si les recettes continuent à baisser, notamment en ce qui concerne les subventions.

L'association est en recherche de nouvelles orientations économiques suite à l'étude d'impact réalisée en 2025 : prestations, réponses à des appels à projets, partenariats économiques... et renforcement des cotisations. Mais leur mise en œuvre est difficile dans le contexte économique et politique actuel.

Il est possible que dans le courant de l'année 2026, des décisions soient prises par le conseil d'administration et l'assemblée générale pour réduire plus fortement des dépenses notamment salariales.